



Essai de M. Viktor Orbán, premier ministre de Hongrie,

Paru dans le quotidien hongrois *Magyar Nemzet* du 21 septembre 2020
au seuil de la saison politique d'automne.

Hongrie – Chaque année, l'été est le théâtre de différents événements où le premier ministre hongrois tient des discours de philosophie politique et de commentaire de la stratégie gouvernementale. Cette année, crise du Covid-19 oblige, aucune de ces rencontres estivales n'ont eu lieu. Le premier ministre démocrate-chrétien Viktor Orbán a compensé ce manquement à sa propre tradition en publiant un court essai dans le quotidien national Magyar Nemzet. En voici la traduction en français :

Pas de Tusnádfürdő, pas de Kötcse, pas de Tranzit [événements grand public de la vie politique hongroise qui auraient dû se tenir dans le courant de l'été, mais qui ont été annulés en raison du Covid-19, NdT]. Mais une pandémie. Le virus a également décimé les rencontres des ateliers de réflexion de la vie politique de l'été. Il y aurait pourtant eu sur quoi réfléchir et sur quoi échanger. Sur des sujets, et d'une manière que ne permettent pas les quelques phrases que laissent passer les joutes parlementaires et les moyens de communication modernes. Il ne reste donc plus qu'à écrire au lieu de parler, et à remplacer le discours par l'essai.

Source :

<https://lesobservateurs.ch/2020/09/30/ensemble-nous-reussirons-a-nouveau-essai-de-rentree-de-viktor-orban/>

Illibéral, conservateur, chrétien-démocrate, libéral.

Notre combat pour la souveraineté et la liberté intellectuelles initié justement il y a quelques années à Tusnádfürdő commence à devenir productif. Le lit de la rébellion contre le politiquement correct, c'est-à-dire contre les diktats de la doctrine, du langage et du style des libéraux-gogos ne cesse de s'élargir. De plus en plus nombreux et de plus en plus courageux sont ceux qui se dégagent de l'étouffement de la pensée correcte unique, du sens unique à donner à la démocratie, de la cangue de l'interprétation correcte unique de l'Europe et de l'Occident. Essayer de se libérer de ces étreintes n'est en soi pas simple, et le risque est grand de s'exposer à des punitions : exclusion de la vie académique, perte d'emploi, stigmatisation, humiliation universitaire, les exemples commencent à devenir quotidiens. Mais même si nous réussissons à échapper aux gardes-frontière des libéraux-gogos, bien payés et effectuant leurs rondes avec une ponctualité d'horloge, il nous reste à nous mesurer aux réflexes profondément enracinés d'un auditoire même de bonne volonté. La qualité de la démonstration ne sert de rien, la glorification du nationalisme retournera toujours un estomac allemand même si c'est le professeur Hazony[1] qui l'écrit de Jérusalem. Et toutes les précautions avec lesquelles nous parlons de la démocratie illibérale ne servent de rien, ces mots horrifient les oreilles anglo-saxonnes. Pour le moment.

Mais le lit de la rébellion contre l'oppression intellectuelle libérale ne fait pas que s'élargir, il s'approfondit aussi. De plus en plus nombreux sont les essais convaincants, les études exhaustives et les indispensables monographies. Même si on ne l'admet pas encore dans la bulle bruxelloise, nous voyons déjà, d'ici, que le roi est nu. La doctrine selon laquelle « la démocratie ne peut être que libérale », cette idole intouchable, ce grand fétiche s'est effondré et il ne nous reste plus qu'à attendre que le nuage de poussière soulevé par sa chute se dissipe pour que nous nous en rendions compte de visu. Il semble que les partis et les mouvements politiques conservateurs et chrétiens-démocrates sont désormais capables de se dégager de l'étreinte mortelle des libéraux. Les affirmations telles que « il ne peut y avoir de démocratie illibérale » et autres de la même eau sont maintenant inscrites dans le grand livre des stupidités politiques, même si elles viennent de haut. Les penseurs politiques conservateurs ont enfin pris leur courage à deux mains et ont montré, avec une finesse de trait dépassant même les démonstrations mathématiques, que le libéralisme et le conservatisme représentent deux positions opposées de la théorie politique. Ils ont montré que ceux qui cherchent à pousser le conservatisme sous le grand parapluie du libéralisme se trompent. Ceux qui prétendent que la séparation des pouvoirs, les libertés publiques et politiques, la protection de la propriété privée et les limites apportées à l'exercice du pouvoir, autrement dit la suprématie du droit, l'État de droit, ne peuvent s'envisager que dans le cadre intellectuel du libéralisme et ne peuvent se réaliser qu'au travers des instruments de la démocratie libérale se trompent – pour employer un terme modéré. Bien sûr, nous connaissons des Hongrois qui ont déjà fait cette découverte dans le passé, mais qui se sont rendus compte qu'il était bien plus agréable de collectionner à Bruxelles les bourrades amicales accompagnées des onctueux sourires satisfaits des confortables salons libéraux, que de se morfondre en moutons noirs à Budapest. La légère nausée qui point au fond de leur estomac ne leur semble pas un prix trop lourd à payer. Et cela même si la chaleur et l'ameublement des salons d'Europe centrale, ainsi que l'élégance de ceux qui les fréquentent laissent de moins en moins à désirer par rapport à ceux de l'Occident, sans même parler de la cuisine. Les départs furtifs vont bientôt commencer. Comme autrefois de Moscou.

La confusion d'aujourd'hui entre le conservatisme et le libéralisme tient au fait que dans le combat épique contre le totalitarisme les conservateurs et les libéraux ont mis de côté leurs différences fondamentales, qui à l'époque étaient encore évidentes. Ils les ont mises de côté et ont conclu une alliance contre l'ennemi commun. Une alliance contre le nazisme et le communisme, contre les nazis et les communistes. C'était une longue lutte, une lutte séculaire, et l'imbrication des idées, des arguments, des positions de base des alliés n'est apparue dans toute sa complexité que lorsque l'alliance, avec la chute du mur de Berlin à l'Ouest et l'évacuation de l'Est par les Soviétiques, a perdu sa raison d'être.

Les politiciens, les journalistes, et même les savants échangent avec désinvolture leurs idées et leurs conceptions respectives du conservatisme et du libéralisme. Longtemps – trop longtemps –, pendant près de deux décennies, il a semblé qu'il n'y avait là aucun problème, et que tout imprécis et intellectuellement peu rigoureux qu'il était, ce débat ne faisait de mal à personne. C'est ce que pensaient les conservateurs anglo-saxons et les démocrates-chrétiens européens aussi. Mais aujourd'hui la situation a changé. Les choses sont devenues sérieuses. Ce qui auparavant semblait une déviance intellectuelle de faible importance, une simple attitude inconvenante, un désordre supportable, nous empêche aujourd'hui de voir clair dans des questions

essentielles. Il cache le fait que pour les conservateurs et les chrétiens-démocrates le principal défi et le principal ennemi sont représentés par le libéralisme et les libéraux. Les fondements de la pensée chrétienne-démocrate et de la pensée libérale s'opposent frontalement, et les attaques des libéraux se concentrent précisément sur ce qui est pour nous le plus important, sur les pierres angulaires de l'ordre politique que nous considérons comme souhaitable, sur le cœur de la tradition conservatrice et chrétienne-démocrate que sont la nation, la famille, la tradition religieuse.

La prise de conscience du fait que si cela continue comme cela, les forces chrétiennes-conservatrices se rendront complices de l'affaiblissement des nations, de l'élimination de la tradition religieuse ainsi que du déclasserement et de la tournée en dérision de la famille s'est élevée, ici en Europe centrale, au niveau des politiques publiques et de l'État. C'est ici que le feu rouge s'est allumé, c'est ici que nous avons tiré le frein de secours, et c'est ici, principalement en Pologne et en Hongrie, que nous avons sonné le tocsin. C'est ici que nous avons eu la force de rattraper du bord du gouffre la maison politique des chrétiens-démocrates et des conservateurs européens, le Parti populaire européen. C'est ici qu'il s'est trouvé suffisamment d'instinct vital et de force vocale pour affirmer que nous ne pouvons pas mettre en danger l'avenir de la démocratie chrétienne européenne, même dans la conscience de l'exigence allemande – tout compréhensible qu'elle soit – que le spectre des coalitions politiques bruxelloises devrait ressembler au modèle berlinois, parce que c'est ainsi que l'on peut le mieux parvenir à une entente entre les deux forces.

Si donc à Berlin les chrétiens-démocrates entrent en coalition avec la gauche, le PPE devrait en faire autant au sein du Parlement européen. Si nous suivons cette ligne, nous pourrions, après les élections allemandes, admirer les beautés de la coalition entre le PPE et les Verts, comme l'on commence à y goûter dans le laboratoire viennois.

Mais en Europe centrale ce n'est pas seulement au nom du bon goût que l'on s'insurge à l'idée de ce genre de perversion, mais aussi en celui du bon sens. Les différences entre les théories politiques libérales et chrétiennes-démocrates ne sont pas limitées au monde des chaires universitaires. Elles ont également de lourdes et concrètes conséquences politiques.

Les libéraux – pour des raisons philosophiques remontant à Kant et que je ne développerai pas ici – pensent qu'il convient de contraindre tous les pays, y compris ceux qui aujourd'hui ne sont pas gouvernés sur la base de la démocratie libérale, à adopter cette forme de gouvernement. Les chrétiens-démocrates, en revanche, écartent ce type de politique étrangère parce que, pour eux, la cohésion et la paix sociale se réalisent de manières différentes et, comme l'a montré récemment le printemps arabe, la démocratie libérale peut apporter l'effondrement et le chaos et faire plus de mal que de bien. C'est aussi pour cette raison que nous souhaitons la victoire de Donald Trump, parce que nous connaissons bien la politique étrangère d'impérialisme moral des administrations démocrates. Nous avons été contraints à y goûter. Nous n'avons pas trouvé ça bon, et nous n'en redemandons pas.

Nos politiques s'opposent également dans ce qu'il est convenu à Bruxelles d'appeler élégamment la subsidiarité. Pour les libéraux, ce qui est bon, c'est de transférer aux organes internationaux le nombre le plus élevé possible de compétences gouvernementales nationales. C'est la raison pour laquelle ils se congratulent poliment, que leur regard s'embue et que leur pouls s'accélère chaque fois qu'un organe international se voit attribuer de nouvelles compétences et de nouvelles tâches, avec bien sûr tous les moyens qui vont avec, parce qu'ainsi les idéaux universels, les valeurs européennes, les droits universels de l'homme s'en trouvent renforcés et mieux reconnus.

Les chrétiens-démocrates retiennent cependant leur enthousiasme, parce qu'ils voient que ces organes ont une inévitable propension à l'arbitraire, une tendance à appeler Rule of Law ce qui n'est que Rule of Blackmail, qu'ils sont soumis aux tentatives d'intrusion des réseaux Soros, et s'il faut choisir entre les citoyens des différentes communautés nationales et les grands capitalistes internationaux, c'est toujours ces derniers qu'ils choisissent. Les citoyens des nations européennes ont vite réalisé que ce ne sont pas leurs intérêts, mais ceux de George Soros et de ses semblables que servent les institutions européennes d'aujourd'hui. Ils ne sont pas disposés à avaler le boniment bruxellois selon lequel un spéculateur financier qui a bâti sa fortune sur la ruine des autres ne se promène dans les couloirs de la capitale belge que pour proposer son aide désintéressée à l'Europe.

La politique libérale et la politique conservatrice entrent en conflit, et mènent même un combat à la vie à la mort en matière de migration. Pour les libéraux-gogos, il n'y a rien à craindre de l'immigration de masse, même lorsqu'elle prend la forme d'un tsunami. Le fait que les traditions nationales et religieuses de ces invités non sollicités s'écartent sensiblement des nôtres, et s'opposent même à elles, ne compte pas pour eux. Le terrorisme, la criminalité, l'antisémitisme, les organisations sociales parallèles ne seraient que des désordres transitoires, éventuellement les douleurs de l'enfantement du merveilleux nouveau monde qui verra incessamment le jour. Le camp conservateur et chrétien-démocrate refuse en revanche cette expérimentation à l'issue douteuse sur l'homme et sur la société, parce qu'il estime que le risque d'une tension interculturelle chronique est trop grand pour pouvoir être assumé. Il est impossible, sans méconnaître les lois de la mathématique, de ne pas voir la lente mais sûre accélération du remplacement des populations.

Des différences inconciliables se manifestent aussi dans la politique d'éducation. Pour les conservateurs, il convient de mettre l'accent sur les traditions nationales marquantes, et le rôle de l'éducation consiste à faire de nos enfants des patriotes capables de transmettre nos traditions qui ont fait leurs preuves. Les chrétiens-démocrates attendent aussi de l'école qu'elle renforce l'identité genrée reçue par chaque enfant de son Créateur à sa naissance, qu'elle aide les filles à devenir des femmes respectées et au caractère bien trempé, et les garçons à devenir des hommes capables d'offrir soutien et sécurité à leur famille. L'école doit protéger les idéaux et les valeurs de la famille et tenir les mineurs à l'écart de l'idéologie du genre et de la propagande arc-en-ciel. Les libéraux voient dans tout cela au mieux un retour à un obscur Moyen-Age, au pire un clérical-fascisme, étant donné que pour eux l'enseignement scolaire ne peut viser qu'à conduire l'enfant vers lui-même, à le mettre en mesure de s'auto-réaliser, à l'initier aux beautés de l'ordre politique universel, et pour cela à le débarrasser de tous les sédiments de traditions qui se sont déposés sur lui du fait de la vie de ses arrière-grands-parents, de ses grands-parents et de ses propres parents.

Les libéraux estiment également, et pour quelque mystérieuse raison le défendent bec et ongles, que la raison universelle générale suffit à assurer un gouvernement juste et moralement fondé, et qu'il n'y a aucun besoin des vérités absolues révélées par Dieu ni des traditions bibliques qui en sont issues. Il faut au contraire élever une cloison entre l'Église et le gouvernement, et exclure toute influence de la religion sur le monde de la vie publique. Le lecteur hongrois se rend à peine compte de toute l'ampleur et de la profondeur des luttes acharnées qui se livrent sur ce point dans la civilisation occidentale. Il croit qu'il ne s'agit que des sédiments de notre nature de Hongrois, éventuellement de notre nature de « pauvre petit pays d'Europe centrale ». Il ne voit donc pas, et peut-être ne peut-il pas rendre justice à la proposition de base spirituellement ciblée de notre Loi fondamentale nationale-chrétienne, selon laquelle l'Église et l'État fonctionnent de manière distincte. Au lieu de la notion de séparation, elle souhaite, dans le cadre de l'autonomie respective de l'Église et de l'État, introduire la religion dans la vie de la société, dans le respect de l'esprit de tolérance vis-à-vis des préférences confessionnelles. Les chrétiens-démocrates pensent même que pour renforcer la justice, la morale publique et le bien public, l'on n'a peut-être jamais eu depuis des siècles autant besoin de la religion, des traditions bibliques et de nos Églises que précisément de nos jours.

La stratégie politique des libéraux est basée sur la division du monde politique en deux parties. D'un côté les libéraux, qui sont des gens honnêtes et qui admettent que tout homme honnête doit parvenir, sur la base des lois du bon sens, à des convictions politiques identiques dont il convient de tirer des conséquences identiques. Et il y a de l'autre ceux qui se sont égarés des chemins du libéralisme parce que, par ignorance ou par haine atavique instinctive, ils sont incapables de progresser avec leur temps, avec l'histoire, dont le but tellement évident est de nous faire parvenir au bonheur procuré par les valeurs universelles libérales, la paix universelle et le gouvernement mondial. C'est pour cette raison que, vus du côté des libéraux-gogos, Trump, Johnson, les chrétiens qui suivent l'enseignement du Nouveau Testament, les juifs qui suivent celui de l'Ancien, tous les ayatollahs, les dictateurs de tout poil, les communistes et les nazis, et surtout nous, les chrétiens-démocrates d'Europe centrale, faisons partie du même camp. C'est ce que proclame quatre-vingt-dix pour cent de la presse occidentale.

Nous autres chrétiens-démocrates avons cependant notre propre système spirituel et notre propre vision de l'universum politique, dont on peut dire en toute modestie qu'il est plus intelligent que la représentation du monde libérale et bornée qui est aujourd'hui en position de force et domine les institutions internationales.

La démocratie chrétienne n'a pas d'autre choix que de pénétrer dans l'arène de la confrontation ouverte, au niveau tant intellectuel que politique. Elle doit abandonner les circonlocutions et sortir de la niaiserie de celui qui ne voit ni ne comprend ce qui se passe autour de lui. Elle doit se dresser sur ses talons et prononcer les

quatre phrases capables de changer l'ensemble de la politique européenne : nos principes de base chrétiens ne sont pas libéraux ; ils ont vu le jour avant le libéralisme ; ils s'opposent au libéralisme ; le libéralisme est aujourd'hui en train de les détruire.

L'Europe et sa place

Au milieu de la première décennie du nouveau millénaire, 81% du total des investissements réalisés dans l'économie mondiale provenait du monde occidental, et 18% des pays de l'Orient. Aujourd'hui, dix années et quelque plus tard, 58% du total des investissements provient de l'Orient et 40% de l'Occident. Le rythme du développement technologique est si rapide qu'on a du mal à le suivre. L'Europe, qui base la compétition technologique sur l'économie civile, ne voit même plus la nuque des États-Unis et de la Chine qui la mènent sur une base militaire. Et puisque toutes les technologies et toutes les innovations modernes passent dans l'économie civile à partir des recherches effectuées au profit des armées, l'Europe sera incapable ne serait-ce que de s'inscrire dans cette compétition tant qu'elle ne disposera pas d'une armée de dimension crédible, c'est-à-dire commune.

Voilà à peine vingt ans que l'Union européenne a déclaré qu'en dix ans l'euro deviendra le concurrent du dollar dans l'économie mondiale, que nous allons créer le marché unique de Lisbonne à Vladivostok et que l'Europe prendra la première place mondiale dans l'épreuve appelée développement. C'étaient les buts. Il est arrivé ce qui est arrivé. Le dollar a éjecté l'euro, nous nous coupons du marché russe par les sanctions, et nous achetons à nos concurrents les technologies essentielles.

L'Union a senti que les choses n'allaient pas dans la direction qu'elle avait imaginée. La Direction générale pour la Recherche et l'Innovation de la Commission européenne a indiqué en 2012 qu'en 2010 la part de l'Union dans la production mondiale totale avait été de 29%, et que cette part tombera en 2050 à un niveau compris entre 15 et 17%. Nous voilà en 2020, et cette prévision est déjà réalisée, trente ans avant ce qui était prévu. Cette brave Direction générale avait également indiqué qu'en raison de ses problèmes démographiques l'Union européenne allait favoriser un accroissement de l'immigration, principalement d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Tout cela en 2012 !

Des estimations avaient également annoncé qu'en 2050 la population de l'Europe, hors Russie, sera musulmane à 20%. Aujourd'hui, l'on considère comme vraisemblable que les grandes villes d'Occident devront plutôt compter, en 2050, avec une population à majorité musulmane.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les pays d'Europe centrale se soient choisis un avenir différent, exempt d'immigration. Il n'est pas surprenant non plus que la politique des V4 soit focalisée sur l'amélioration de leur compétitivité, même si Bruxelles souhaite aller dans la voie opposée : objectifs climatiques exacerbés jusqu'à l'absurde, Europe sociale, fiscalité commune, société multiculturelle.

Il n'est pas étonnant que ce qui était prévisible avec un minimum de bon sens soit arrivé. L'Occident a perdu son attractivité aux yeux de l'Europe centrale, et notre mode de vie ne semble pas attrayant pour les Occidentaux. Nous devons maintenir la cohésion de l'Europe dans les années à venir sans que l'on voie de chances pour que cette tendance historique se renverse. Ils ne peuvent pas nous imposer leur volonté, et nous n'avons pas de levier sur leurs aiguillages spirituels, intellectuels et politiques. Il faut trouver les moyens de la collaboration en tenant compte de cette situation de blocage, jusqu'à ce que l'avenir de l'Europe se décide en Italie. Vers la droite ou vers la gauche. Le départ du Royaume-Uni a certes porté un coup aux positions des partisans de la souveraineté nationale, de ceux qui sont hostiles à la migration et des partisans d'une économie basée sur la compétitivité, mais nous avons réussi à empêcher que l'intervention de Bruxelles fasse sauter du pouvoir les chrétiens-démocrates polonais, la droite a stabilisé sa position pour longtemps en Croatie et en Serbie, les Slovènes sont également sur la bonne voie pour y arriver, et le feu nourri déclenché contre le parti gouvernemental bulgare et le premier ministre ne semble pas avoir entamé leurs positions. Babiš et le Fidesz sont stables, et le nouveau gouvernement slovaque n'a pas quitté le camp des V4. Il n'a pas été possible de mettre en place un régime de Rule of Blackmail baptisé Rule of Law. Les Pays-Bas s'éloignent visiblement de l'Union européenne, leur situation rappelle un peu celle de l'Angleterre d'avant le Brexit, mais l'on a jusqu'à présent réussi à les garder. L'on a également réussi à maintenir en vie les chances de survie de l'eurozone, à sauver de l'effondrement les États membres du Sud en difficulté, et nous ne sommes pas encore coincés entre les lourdes meules du combat mondial entre les États-Unis et la Chine.

Nous devons rester sur la voie des accords et des compromis, et nous devons mettre à exécution les grandioses projets financiers et budgétaires définis au cours de l'été, quoi que puisse dire le Parlement européen. C'est possible, si les Allemands parviennent à régler la question de la succession de la Chancelière Merkel avec une activité sismique inférieure à 4 sur l'échelle de Richter.

Virus, défense, perspectives

La seconde vague du virus est arrivée. Nous y sommes. Elle est là. Comme on pouvait s'y attendre, et comme nous nous y sommes attendus. Comme la première, celle-ci aussi est venue de l'extérieur. L'on a fait entrer le virus en Hongrie depuis l'extérieur. Il s'agit d'une pandémie, nous vivons dans un monde globalisé, qui nous apporte non seulement ses bienfaits, mais aussi des défis sérieux comme ce virus. La Hongrie s'est bien défendue au printemps. Nous étions dans les vingt-cinq pays du monde qui ont le mieux réussi leur défense. D'autres n'ont pas réussi à faire reculer le virus avec le même succès et ont ainsi donné à l'épidémie la possibilité de s'enflammer.

Il faut de nouveau nous défendre. Il y aura des moments chauds, mais tous ceux qui auront besoin d'être soignés efficacement pourront l'être. Nous sommes capables de défendre, et nous défendrons la santé et la vie des gens. Nous avons interrogé à temps les Hongrois. Tout le monde a pu donner son avis dans la consultation nationale. Près de deux millions de personnes l'ont fait, et elles ont ainsi déterminé les modalités de notre défense dans le courant de l'automne. Leur volonté est unanime : la Hongrie doit fonctionner ! Nous ne pouvons pas laisser le virus paralyser à nouveau le pays, l'économie, les écoles, la vie de tous les jours. Nous devons donc nous défendre contre le virus de manière à préserver à la fois la vie des personnes âgées vulnérables, le fonctionnement de nos écoles et de nos écoles maternelles et les emplois.

Cela appelle une tactique différente de celle que nous avons appliquée au cours de la première vague. La situation non plus n'est pas la même qu'au printemps. Un arrêt complet était alors nécessaire, parce que nous nous trouvions face à un ennemi invisible. Il fallait gagner du temps pour mettre en situation notre système de santé. Nous y avons réussi. Nous avons gagné la première bataille. Nous avons aplati au printemps la courbe de la pandémie, et nous avons ainsi pu préparer le pays. Aujourd'hui, nous ne devons plus craindre que quiconque reste sans soins appropriés, parce que le système de santé hongrois est préparé à gérer même une morbidité de masse. Tout est désormais disponible pour la défense, nous fabriquons nous-mêmes les accessoires nécessaires dans les quantités nécessaires. Les hôpitaux sont en alerte pandémie. Nous savons quand et quel hôpital accueille des malades du Covid-19, et nous pouvons envoyer les médecins et les soignants là où l'on a besoin d'eux. Des milliers d'experts bien préparés veillent sur la vie des Hongrois. Ceux qui tombent malades seront en de bonnes mains à l'hôpital.

La nouvelle vague de la pandémie exige de chacun d'entre nous une plus grande responsabilité. Le succès de la défense dépend du respect par tous des règles édictées. Faisons surtout attention à nos parents et grands-parents âgés. La famille n'est pas complète sans eux, on ne peut pas les remplacer.

Maintenant viennent nos experts. Ce sont eux qui peuvent dire comment il faut à nouveau nous défendre avec succès. Un système de santé bien préparé, des experts consciencieux, une large entraide. Au printemps, cela a marché, cela marchera de nouveau à l'automne, ensemble ! Une vieille blague des temps communistes : nous savons ce qui va arriver, mais qu'arrivera-t-il d'ici là ? Nous savons qu'il y aura des élections au printemps de 2022. Et d'ici là, nous nous défendrons. D'après les virologues optimistes, un vaccin efficace contre le Covid-19 pourrait être développé pour le printemps de 2021. Les cachotteries sous prétexte de secret d'affaires des entreprises pharmaceutiques, les montagnes de fausses informations liées à la concurrence que se livrent les grandes puissances provoquent la confusion dans l'espoir des gens, et des virologues autoproclamés induisent des dizaines et des centaines de milliers de gens aux supputations les plus diverses. Nos spécialistes intégrés à la cellule de crise prévoient la bonne nouvelle plutôt à l'horizon de l'année prochaine. Et si le vaccin existe, il faudra nous en procurer quelques millions de doses avant de procéder à la vaccination ordonnée des intéressés. Dans l'intervalle, nous devons renforcer en permanence notre système de santé placé en alerte pandémie, et qui supporte la part du lion dans l'action de défense, renforcer notre système de supervision, accélérer la digitalisation, simplifier les charges administratives, mettre de l'ordre dans les rapports juridiques pas toujours très clairs, et réaliser, en plus de l'augmentation de 70% du salaire des infirmières actuellement en cours, une avancée de très grande ampleur dans le règlement de la question de la rémunération des médecins. Tout cela parallèlement à la défense, en poursuivant les restructurations commencées au printemps.

De la même manière, nous attendons de la cellule de crise économique des mesures économiques aptes à préserver les emplois, le niveau de vie des familles et la sécurité des retraites. Nous en attendons même davantage. C'est à elle qu'il appartient de faire passer le pays de la défense à l'attaque. Nous ne voulons pas nous borner à défendre le niveau et la qualité des positions auxquelles la Hongrie est parvenue en dix ans, mais aussi à faire en sorte que chacun puisse faire chaque année, maintenant aussi, un pas en avant. Notre produit intérieur brut, le PIB, par tête d'habitant a crû de 39,65% entre 2015 et 2019, contre 13,3% en Allemagne et 10,1% en France. Nous ne pouvons pas faire moins bien à l'avenir non plus, nous avons montré que nous en sommes capables et que nous disposons du talent, de l'énergie, du savoir et de la volonté nécessaires. La Hongrie ne peut pas se retirer dans sa coquille comme un escargot, elle doit progresser, s'étendre, croître et s'élever comme une rhapsodie de Liszt ou comme la perle dans le vin. C'est une tâche immense, et c'est pourquoi notre ministre des Finances, Mihály Varga, sera l'homme le moins envié de Hongrie.

J'ai bon espoir qu'ainsi, par une bonne défense contre la pandémie, un système de santé plus musclé, une croissance économique lancée sur des hauteurs jamais atteintes, le plein-emploi, un boom des logements encore plus vivace que les précédents et la restitution programmée de la treizième mensualité de retraite, nous arriverons bien équipés aux élections de 2022.

Nous y arriverons dans un contexte où la gauche ne nous laissera pas de répit, une gauche sur laquelle l'on ne peut même pas compter maintenant, au milieu des pires difficultés et au temps d'une pandémie. Dénigrement, affaiblissement des forces nationales et de l'entraide, tirs de snipers sur les experts chargés d'orienter la défense et sur les dirigeants politiques, caftages et trahisons à Bruxelles, crocs-en-jambe et embûches. Voilà la gauche que nous avons. Épaissie maintenant du Jobbik. Ils macèrent à présent ensemble dans le pot de confiture. On ne sait plus s'il faut en rire ou en pleurer.

Et bien que le spectacle soit divertissant, l'enjeu en reste immense, comme c'est toujours le cas ici, dans le Bassin des Carpates. En 2022 aussi, c'est notre liberté qui sera le sujet.

De nouveau les mêmes

Est libre celui qui est en position de décider. Dans l'histoire plus que millénaire des Hongrois dans le Bassin des Carpates, la question centrale a toujours consisté à gagner ou à regagner une Hongrie libre et indépendante. Il a fallu lutter quotidiennement pour obtenir ou conserver notre droit à décider de notre sort. C'est cette pensée qui imprègne l'histoire de la Hongrie, c'est cette communauté de liberté qui unit ceux qui vivent dans le Bassin des Carpates.

Le plus grand danger qui guette l'autodétermination nationale est aujourd'hui le réseau mondial qui promeut une société globale et ouverte et cherche à éliminer les cadres nationaux. Les objectifs de ce réseau, qui dispose des ressources humaines et matérielles illimitées de George Soros, sont clairs : créer, par l'accélération de la migration, une société ouverte et ethniquement mélangée, démanteler le processus de décision national et le remettre entre les mains de l'élite mondialisée.

C'est pour faire échec à cette approche, dans le but de renforcer les cadres nationaux, que s'est formée en Europe, au début des années 2010, une opposition nationale dont la Hongrie est depuis le début une des principales forces. L'alternance gouvernementale de 2010 et la révolution constitutionnelle nous ont donné la possibilité de déconstruire les cadres et les structures qui servaient les intérêts de l'élite libérale et colonisatrice. C'est dans ce but que sont nées notre nouvelle Loi fondamentale et un bon nombre de lois et de mesures « non orthodoxes ». La politique nationale a rompu avec le mode de gouvernement étroitement élitiste et idéologiquement marqué, et a bâti notre nouveau cursus politique sur des mesures basées sur la volonté de la société. Sa base est la liberté, c'est-à-dire la capacité de décider librement.

Le sort du combat entre l'élite mondialisée et la résistance nationale n'est pas joué. Ce que l'on voit clairement, c'est que l'élite mondialisée n'arrive pas à avaler qu'une politique contraire à ses intérêts voie le jour en Europe centrale.

Nous avons vu ce qui s'est passé dans la campagne présidentielle polonaise. Au printemps, il semblait encore que le candidat de la gauche polonaise, en ruines et empêtrée dans ses sempiternelles disputes,

n'avait aucune chance. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Le candidat de la gauche, derrière lequel se sont mis en ordre de bataille le réseau Soros, l'élite bruxelloise et la presse internationale, a contraint en quelques semaines le camp national à une lutte serrée. Ce n'est que d'une courte tête qu'Andrzej Duda a pu prendre le meilleur sur son adversaire de gauche après une lutte acharnée.

Ne nous berçons pas d'illusions : l'élite mondialisée appliquera la même stratégie en Hongrie pour les élections de 2022.

Elle s'appuiera pour cela sur une gauche pourtant déjà battue à de multiples reprises, dont le chef est Ferenc Gyurcsány, sur son organisation de jeunesse, le Momentum, et sur son sponsor milliardaire qui est George Soros. Ils sont les forces du passé, qui ont déjà ruiné la Hongrie une fois.

Il reste certes, du côté de l'opposition, différents logos de partis – l'on entend même, de temps en temps, des bisbilles dans leurs rangs –, mais en réalité il n'existe plus en Hongrie de partis dotés d'une volonté propre. Mission accomplie : du Jobbik au LMP, tout le monde a été haché menu et farci comme le saucisson. Les communautés naguère dotées d'une identité propre ont cédé la place au front populaire de gauche au service du réseau Soros.

Ils se préparent en 2022 à une bataille déterminante. Ils auront derrière eux les médias internationaux, les bureaucrates bruxellois et les ONG déguisées en organisations de la société civile. Nous n'avons aucun doute qu'ils feront tout pour le pouvoir et pour l'argent. Il est temps que nous nous mettions nous aussi en ordre de bataille. Après les difficiles années de gouvernement, nous devons retourner sur le champ de bataille électoral. Il est temps de préparer notre équipement, pour être prêts à l'action au moment opportun. Un grand choc nous attend en 2022. Préparez-vous !

Traduction fournie par le gouvernement hongrois.

—

[1] Yoram Hazony, philosophe israélien auteur de l'ouvrage « Les vertus du nationalisme »

The post « Ensemble nous réussissons à nouveau », essai de rentrée de Viktor Orbán first appeared on Visegrád Post.